

# Transitions et passage à l'échelle de l'agroécologie au Pérou et en Bolivie : brèves notes et réflexions sur quelques cas à débattre

---

*Walter Chamocho, Eric Capoen<sup>(\*)</sup>*

La massification de l'agroécologie progresse différemment en Amérique latine, car elle dépend de divers facteurs déterminants qui, au niveau mondial, sont liés aux politiques, aux intérêts et à la suprématie du marché, de l'agriculture industrielle et de la révolution verte. Cependant, l'agroécologie évolue rapidement en tant que discipline scientifique, en tant qu'ensemble de pratiques, d'expériences et de connaissances de l'agriculture ancestrale et familiale, ainsi qu'en tant que mouvement social contre-hégémonique face aux politiques qui façonnent les systèmes agroalimentaires. La littérature sur le sujet est abondante et solide, réaffirmant son importance mondiale en tant qu'alternative réaliste et nécessaire à la crise alimentaire et aux externalités environnementales négatives résultant du modèle économique et de l'agriculture conventionnelle.

Dans cet article, nous discutons l'état de l'art de l'agroécologie dans pays andins mégadivers<sup>1</sup> tels que le Pérou et la Bolivie, et de ses implications pour les multiprocessus complexes de la transition agroécologique et de le passage à l'échelle. Nous sommes donc intéressés par la distinction entre les définitions de base de la transition (passage d'un état ou d'un mode d'existence à un autre) et de la passage à l'échelle (extension d'un changement ou d'une innovation à un niveau, un espace, un nombre ou une dimension plus élevés), afin de développer certaines approches en tant qu'hypothèses de travail en fonction des cas analysés qui nous permettront de comprendre le statut de l'agroécologie et les perspectives dans les deux pays.

## 1. L'agroécologie au Pérou, une réalité en mouvement

Selon SICPO<sup>2</sup>, de 2011 à 2020, la surface nationale de production biologique ou écologique a augmenté pour atteindre plus de 550 000 hectares avec différentes cultures et plus de 107 000 agriculteurs certifiés (sans compter ceux en transition et les producteurs agroécologiques accrédités auprès de la SGP), ce qui correspond à une fourchette de 4 à 6 % des agriculteurs familiaux biologiques et agroécologiques. Il s'agit d'un chiffre intéressant mais faible si l'on considère l'univers des agriculteurs familiaux au niveau national qui constituent la base alimentaire nationale et qui pourraient croître plus rapidement chaque année - et de manière durable - s'ils étaient soutenus et encouragés par les politiques de l'État, entre autres aspects.

Des politiques et des normes relatives à la promotion et au développement de l'agriculture familiale et de l'agroécologie existent, bien qu'elles soient apparemment plus sur le papier et dans les discours que dans les actions concrètes des différents gouvernements, étant donné que les instruments et les ressources nécessaires n'ont pas été mis à disposition et que ces derniers n'ont pas fait preuve de la volonté politique et de la continuité nécessaires pour les mettre en œuvre. L'existence de la loi pour la promotion et le développement de l'agriculture familiale, la loi sur les services écosystémiques, le plan national pour l'agriculture écologique - PLANAE 2021-2030, la création de la direction générale du développement agricole et de l'agroécologie du MIDAGRI et des programmes comme AgroRural ou Haku Wiñay du MIDIS, entre autres, montrent des progrès partiels car ils fonctionnent de manière décousue, sans mettre l'accent sur l'intégration intersectorielle et multisectorielle, et avec peu de ressources. Au contraire, ce qui a prévalu, ce sont des politiques et des subventions soutenues en faveur de l'agriculture industrielle sur la côte, conformément à la libéralisation économique et au rôle subsidiaire d'un État (re)centraliste. En conséquence, l'État péruvien est considéré comme n'ayant pas fait grand-chose pour faciliter la transition agroécologique, manquant ainsi l'opportunité de promouvoir des réformes profondes en faveur de la sécurité et de la souveraineté alimentaires et

---

<sup>1</sup> Pays possédant, en quantité et en diversité, environ 70% de la diversité mondiale en espèces (animales et végétales)

<sup>2</sup> Sistema Informático para Control de la Producción Orgánica (Système informatique pour le contrôle de la production biologique), cité dans Biocompartiendo #02 du 10/01/22. Editeur: Fernando Alvarado de la Fuente. Bulletin d'information : [www.ideas.org.pe](http://www.ideas.org.pe).

du développement d'une agriculture durable. Cependant, malgré cet environnement défavorable, l'agroécologie est une réalité en mouvement, principalement grâce aux efforts considérables et à la persévérance des organisations sociales et des associations de producteurs, des communautés paysannes et autochtones, ainsi qu'au travail des ONG, des réseaux et des groupes de la société civile dans différentes régions du pays, plutôt qu'à une stratégie et à une promotion soutenue de la part des politiques publiques.



(\*) *Eclosio Zone Andine* (<https://www.eclosio.org/es/>)

Le gouvernement actuel est confronté à la plus grande crise agraire de ces dernières années en raison de la pénurie d'engrais synthétiques tels que l'urée, étant donné la forte dépendance de l'agriculture commerciale à l'égard des intrants agrochimiques pour les monocultures de céréales, de tubercules, de légumes et les campagnes d'exportation, au lieu de développer des stratégies visant à promouvoir différentes sources alternatives d'engrais organiques solides et liquides, qui existent déjà sur le marché, ainsi que des chaînes de valeur pour des systèmes de polyculture biologique diversifiés et d'autres mesures globales visant à renforcer les systèmes alimentaires locaux et nationaux. À cet égard, le Consortium péruvien pour l'agroécologie (CAP) a fait plusieurs propositions au MIDAGRI : la création d'un programme national de production agroécologique, le bonus biologique, le nouveau règlement SGP pour remplacer le DS002-2020-MINAGRI ou les politiques de réduction et d'éradication des pesticides<sup>3</sup>. CONVEAGRO, CEPES et d'autres organisations ont également formulé plusieurs propositions sectorielles, mais tant que le discours politique du gouvernement sur la deuxième réforme agraire et d'autres questions restera sans contenu ni horizon stratégique, et que le débat public sera réduit au court terme et ne portera que sur la fourniture ou la simple substitution de certains intrants externes, peu de progrès pourront être réalisés sur le cœur du problème : le changement du modèle de production conventionnel en faveur de l'agroécologie.

La transition et le passage à l'échelle de l'agroécologie est un défi urgent pour le Pérou, compte tenu du scénario préoccupant d'inégalité sociale, de la crise du secteur agraire et de l'insécurité alimentaire qui, selon la FAO<sup>4</sup>, concernera en 2022 un peu plus de 50 % de la population péruvienne (16,6 millions), ce qui en fera le pays d'Amérique du Sud le plus touché par l'insécurité alimentaire en raison du Covid-19, en plus de la crise environnementale et climatique déjà vécue dans les différentes régions du pays. Il s'agit donc non seulement d'impliquer directement plus de 2,2 millions

<sup>3</sup> [https://consorcioagroecologico.pe/cap/pdf/Lista\\_de\\_plaguicidas.pdf](https://consorcioagroecologico.pe/cap/pdf/Lista_de_plaguicidas.pdf)

<sup>4</sup> <https://www.fao.org/peru/noticias/detail-events/es/c/1603081/>

d'agriculteurs familiaux qui fournissent environ 57 % de l'alimentation du pays<sup>5</sup>, mais aussi de répondre au besoin urgent de continuité des politiques publiques avec des secteurs, des plans, des programmes et des projets ad hoc dotés de plus de ressources et de budgets aux niveaux national, infranational et local. Cela implique également un plus grand engagement et une action critique de la part du secteur académique face au statu quo (déconstruire son approche eurocentrique afin de co-construire les connaissances et les savoirs locaux). Elle implique également une plus grande prise de conscience et une participation organisée des consommateurs et des citoyens en général, dans la perspective de la consolidation du mouvement agroécologique. Elle inclut un regard critique sur les stratégies que différents acteurs - tels que les ONG - ont promues en faveur de la sécurité et de la souveraineté alimentaires nationales (par exemple, certaines formes d'associativité promues dans certains contextes par rapport aux nouvelles dynamiques et formes organisationnelles de la société d'aujourd'hui).

## 2. L'agroécologie en Bolivie, entre héritage ancestral et paradoxes de la modernité

La situation de l'agroécologie en Bolivie, pays mégadivers comme le Pérou, présente également un énorme potentiel naturel, culturel et socio-économique pour la massification de la production agroécologique et son développement durable. Cependant, divers facteurs politiques, économiques et institutionnels, entre autres, ont conditionné les processus de transition complexes et le passage à l'échelle de l'agroécologie dans les différentes régions du pays.



Les données sur la situation actuelle de la production agroécologique en Bolivie sont variables et ne sont pas ventilées. On estime que l'agriculture familiale et communautaire présentant certaines caractéristiques agroécologiques en Bolivie représente environ 89 % des plus de 800 000 unités de production agricole<sup>6</sup>. Selon l'AOPEB-Cámara de Agricultura de Bolivia Oriental-CAO (2012), une source citée par Eduardo López<sup>7</sup>, on estime que 117 106 hectares de cultures sont en production biologique en Bolivie, contre 1,95 million d'hectares en production conventionnelle. À ce jour, on considère que les chiffres de la production agroécologique nationale pourraient être plus élevés, en

<sup>5</sup> "Agricultura familiar y seguridad alimentaria en el Perú", estudio de Miguel Pintado de CEPES, 2022. Lima, 63 pág.  
<https://cepes.org.pe/2022/08/03/agricultura-familiar-y-seguridad-alimentaria-en-el-peru/>

<sup>6</sup> "Beneficios de la Agroecología en Bolivia. Estudios de caso", CIPCA, Alianza por la Agroecología, UE (s/f)  
<https://cipca.org.bo/publicaciones-e-investigaciones/libros/beneficios-de-la-agroecologia-en-bolivia>

<sup>7</sup> ¿Cómo puede medirse la agroecología? Grupo de Evaluación Agroecológica para pequeños productores organizados en Bolivia. artículo de Eduardo López Rosse. Revista LEISA Volumen 32 N°3, <https://www.leisa-al.org/web/index.php/volumen-32-numero-3/1619-como-puede-medirse-la-agroecologia-grupo-de-evaluacion-agroecologica-para-pequenos-productores-organizados-en-bolivia>

raison de l'absence ou de la sous-déclaration du nombre d'agriculteurs familiaux et de communautés qui pratiquent l'agroécologie. López estime que sur l'ensemble de la surface cultivée en Bolivie (environ 3 millions d'hectares), un million d'hectares sont consacrés à la production de cultures génétiquement modifiées (environ 37 % de la surface cultivée nationale totale), tandis que la surface consacrée à la production écologique ou biologique représente environ 4 % de la surface totale.

Bien que les chiffres varient et puissent être contestés selon les sources, on s'accorde à reconnaître l'absence d'un système d'enregistrement actualisé qui intègre des informations désagrégées sur la production biologique ou écologique certifiée par des tiers et la production écologique certifiée par le système participatif de garantie (SPG) pour les agriculteurs familiaux écologiques, ainsi que les agriculteurs qui se trouvent dans des processus de transition dans les deux systèmes d'accréditation et dans d'autres modalités connexes. Ces lacunes signifient que les politiques publiques actuelles en Bolivie ne sont pas pleinement mises en œuvre et n'atteignent donc pas l'objectif de promotion de la massification de la production agroécologique.

Piepenstock A. et Céspedes L. (2028)<sup>8</sup> notent que la production écologique des agriculteurs familiaux en Bolivie s'inscrit dans deux contextes différents qui correspondent, d'une part, à une voie longue, dérivée de l'agriculture ancestrale pratiquée par les communautés et les peuples natifs des zones andines et amazoniennes, qui constitue une base très importante pour le développement de l'agroécologie et de la sécurité alimentaire nationale ; et d'autre part, à une voie courte, se référant à la production biologique certifiée et destinée aux cultures d'exportation (principalement le café, le cacao, les châtaignes et le quinoa, etc.)

Les mêmes auteurs précisent : "avec la Constitution politique de l'État (CPE) de 2009, les principes liés à l'agriculture biologique régissent la vision du développement du pays. Depuis la CPE, des lois sectorielles et générales ont été promulguées (Loi de la Terre Mère, Loi Cadre des Autonomies) qui favorisent sa promotion. Dans la législation, l'agriculture biologique est mentionnée avec la sécurité et la souveraineté alimentaires basées sur la consommation d'aliments sains, nutritifs et d'origine locale. La promulgation de la loi pour la promotion de la production biologique (loi 3525) en 2006 a jeté les bases de sa promotion et de son contrôle dans le pays. Elle vise à réglementer, promouvoir et renforcer durablement le développement de la production agricole et forestière écologique non ligneuse. La loi crée le système national de contrôle de la production écologique et les entités publiques responsables de sa mise en œuvre. Dans ce cadre, d'autres normes spécifiques sont approuvées pour créer les bases techniques normatives de la production biologique et de sa certification sur le territoire national. C'est le cas des systèmes de certification par des tiers (principalement orientés vers les cultures d'exportation) et des systèmes participatifs de garantie (SPG) orientés vers le marché national (les SPG fonctionnent depuis quelques années au Pérou). Ces systèmes fonctionnent aujourd'hui de manière différenciée et, dans certains cas, avec divers degrés de difficulté en termes de procédures et de documentation, de ressources et de financement, liés aux marchés et aux différents contextes et intérêts des groupes participants.

Le Mouvement bolivien pour l'agroécologie (MAB)<sup>9</sup> analyse les différents obstacles au développement de l'agroécologie en Bolivie : Compte tenu des effets et des impacts du changement climatique, des problèmes liés à la production-transition et à la commercialisation liée à la consommation de produits écologiques ; du besoin d'ordre et d'unité des organisations impliquées ;

---

<sup>8</sup> Diagnóstico de Producción Ecológica en Bolivia e Identificación de Necesidades de Capacitación", [https://www.agrecolandes.org/wp-content/uploads/2019/02/diagnostico-produccion-ecologica\\_final.pdf](https://www.agrecolandes.org/wp-content/uploads/2019/02/diagnostico-produccion-ecologica_final.pdf)

<sup>9</sup> ¿Cuál es el estado de la agroecología en Bolivia y por qué apostar por su impulso?, artículo de Rodolfo Huallpa (2020), <https://reunitas.org/cual-es-el-estado-de-la-agroecologia-en-bolivia-y-por-que-apostar-por-su-impulso/>

du manque de mise en œuvre et d'articulation des politiques publiques dans les différents secteurs et niveaux de gouvernement qui affectent la massification de l'agroécologie, au détriment du soutien au développement de l'agro-industrie du soja, des huiles et d'autres cultures dans la région orientale, qui semblent être celles qui profitent le plus des politiques publiques. L'Etat semble ambigu en promouvant, d'une part, un modèle d'agriculture industrielle à fort coût environnemental et, d'autre part, le modèle d'agriculture écologique. Ils réaffirment ainsi que les systèmes alimentaires agroécologiques sont incompatibles avec les systèmes agro-industriels.

### 3. La transition agroécologique: un processus progressif et en spirale

La transition agroécologique est définie par Miguel Altieri comme "un processus de changement des pratiques agricoles et de réajustement biologique d'un système agricole utilisant des principes agroécologiques pour obtenir des résultats équilibrés en termes de production, d'indépendance vis-à-vis des intrants externes, en particulier des produits agrochimiques, et de restauration de tous les processus écologiques et sociaux qui lui permettent de s'approcher de la durabilité, avec une attention particulière à l'identité culturelle de la communauté ou du territoire<sup>10</sup>". À cet égard, les agriculteurs familiaux d'Aija (Ancash, Pérou) ont été consultés sur leur perception du terme "transition agroécologique" : ils ont répondu qu'ils le considéraient comme "un processus de changement ou de transformation"<sup>11</sup>, ce qui dénote une approche réflexive intéressante du concept.



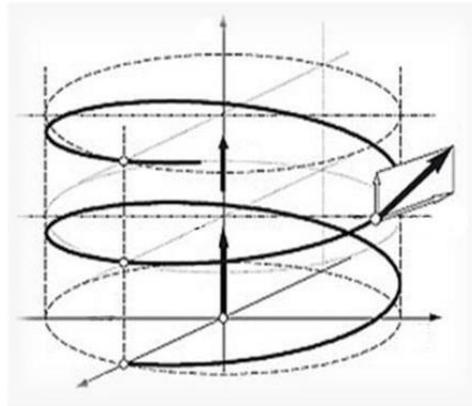
Si nous examinons un trait caractéristique du développement de l'agriculture familiale dans les territoires fragmentés, les écosystèmes et les paysages variés de la région andine, de l'Amazonie et des vallées côtières, nous constatons que la transition agroécologique n'est pas linéaire. En fait, d'après les innombrables expériences documentées de projets de promotion et de développement de l'agroécologie sous différentes latitudes, elle est complexe, multi-processus et souvent inégale et incertaine, car les résultats ne sont pas immédiats, ils sont variables ; ils dépendent de l'état initial des composantes de la

parcelle et de l'écosystème, des éléments suivants de l'approvisionnement en ressources hydriques, pédologiques et forestières, de l'échelle territoriale, de la temporalité et de l'environnement culturel, des connaissances et de l'expérience de l'agriculteur en matière de gestion des cultures, du bétail, des agroécosystèmes et de leur dépendance à l'égard de l'utilisation d'intrants externes, de l'existence ou non de conseils et de ressources techniques, ainsi que de la variabilité climatique locale et d'autres facteurs de risque socio-économiques et environnementaux. Nous avons également analysé que le processus de reconversion agroécologique de l'agriculteur dans la parcelle ou dans l'unité de production familiale peut devenir plus complexe s'il comprend plus d'une parcelle dans différentes zones écologiques et plusieurs cycles de transition dans l'unité de production.

<sup>10</sup> Biocompartiendo # 34 del 2021 / Perú, jueves 21 de octubre 2021, cita en artículo 2da parte "La transición agroecológica adaptada a cada tipo de productor" del Consorcio Agroecológico Peruano (CAP). Editor Fernando Alvarado de la Fuente, Boletín en [www.ideas.org.pe](http://www.ideas.org.pe)

<sup>11</sup> Santos, D. (2022). Informe intermedio del proyecto SAMA (Sistemas Alimentarios, Mercado y Agua)

La transition agroécologique répond à une situation complexe, comme nous l'avons dit, que nous visualisons comme faisant partie d'un processus dynamique de forme hélicoïdale, dont l'axe ou le centre d'attention tourne autour des changements successifs de la parcelle et de l'agroécosystème en tant que résultat principal des actions de l'agriculteur dans la validation des technologies agroécologiques à travers l'observation, les pratiques et les connaissances générées au cours des cycles d'expérimentation (essai-erreur-adaptation) :



*La transition agroécologique :  
un processus hélicoïdal sinueux (Wikipedia)*

c'est-à-dire avec des phases de progrès - en termes de réussites - et d'échecs - en termes d'erreurs -, puis des avancées, des échecs et des progrès successifs jusqu'à l'achèvement, si possible, du processus de transition, qui est en fait sinueux - il semble parfois contradictoire - mais progressif<sup>12</sup>.

On se demande donc : quand la transition agroécologique de l'agriculteur familial s'achève-t-elle ? De préférence, nous observons que la transition agroécologique sur la parcelle ou l'exploitation de l'agriculteur devrait être une expérience réussie où les différents principes, éléments ou niveaux de l'agroécologie (tels que définis ou postulés par diverses études) sont respectés, tout en impliquant un changement positif substantiel pour la famille d'agriculteurs dans leur environnement et dans la façon dont ils gèrent les ressources et les moyens de subsistance durables, ainsi que dans leur système alimentaire familial, en réalisant un surplus commercialisable. En ce sens, nous pensons qu'il est souhaitable que l'expérience en tant que telle soit consolidée dans un délai raisonnable, qui peut varier entre 5 et 10 ans, en fonction des conditions de gestion de l'exploitation, des cultures, des écosystèmes, entre autres facteurs.

Cela n'exclut pas les transitions ratées ou discontinues d'agriculteurs qui, pour divers facteurs, abandonnent la transition, soit complètement, soit partiellement, retombant au point de départ ou, peut-être plus souvent, restant dans un état intermédiaire : nous supposons un type d'agriculture mixte ou à faible apport d'intrants externes ou d'autres variantes. À cet égard, nous documentons des cas de transitions tronquées d'agriculteurs familiaux dont les changements de pratiques agricoles, même après 5 à 10 ans de "transition", restent partiels. Certains agriculteurs se concentrent sur la substitution des intrants (niveau 2 selon Gliessman<sup>13</sup>) ; d'autres parviennent à mettre en œuvre une certaine reconception de l'agroécosystème (niveau 3 selon Gliessman), avec une plus grande diversité, un recyclage, des synergies entre les composants, mais seulement dans une partie de leur exploitation, principalement le jardin biologique et les parcelles voisines, sans parvenir à l'étendre au reste de l'unité de production. Il y a aussi des agriculteurs qui réussissent mieux sur l'ensemble de l'exploitation, mais qui continuent parfois à appliquer certains pesticides et donc à "se replier" face, par exemple, à un ravageur ou à une maladie. Ainsi, de nombreux états intermédiaires ne sont pas statiques, ils évoluent en fonction de différents facteurs, notamment externes, environnementaux et socio-économiques. Continuerons-nous alors à parler de "transitions", ou s'agira-t-il d'"états intermédiaires instables" ? Quoi qu'il en soit, il s'agit de cas fréquents qui peuvent effectivement limiter (ralentir) ou ne pas achever chaque cycle de transition.

<sup>12</sup> Julian Steward (1955), autor de la teoría del evolucionismo multilineal, estudia la discontinuidad del proceso evolutivo, en tanto: "a veces conduce a un mayor control energético y una mayor complejidad social y otras veces a formas sociales y económicas más simples". O sea que las sociedades siguen trayectorias múltiples y variables en sus procesos de cambio y adaptación. De forma similar analizamos la transición agroecológica de agricultores que siguen un proceso ascendente en el tiempo, pero con distintos rumbos y discontinuidades. Cita de Walter Chamochumbi en "Transiciones de la agricultura familiar a la agroecología y gestión territorial en ecosistemas altoandinos. Reflexiones desde la experiencia en Ancash-Perú". Eclósio, 2017, [//www.eclósio.org/wp-content/uploads/2019/01/Transiciones-de-la-AF-a-la-AE-y-la-GT.pdf](http://www.eclósio.org/wp-content/uploads/2019/01/Transiciones-de-la-AF-a-la-AE-y-la-GT.pdf)

<sup>13</sup> Gliessman, S. (2016). Transforming food systems with agroecology. *Agroecology and sustainable food systems*, 40(3), 187-189.

Les transitions tronquées et de nombreux autres cas d'agriculteurs familiaux qui, sans avoir connu de processus récent de transition vers l'agroécologie, ont hérité et continuent à pratiquer une agriculture traditionnelle et diversifiée, à gérer les ressources naturelles, à utiliser des intrants locaux et à recourir dans une moindre mesure à des intrants externes synthétiques (uniquement pour certaines cultures ou en cas de problèmes phytosanitaires), s'ajoutent à ce que l'on pourrait qualifier d'"agriculture à faibles intrants externes", c'est-à-dire une agriculture qui applique partiellement certains principes de l'agroécologie. Dans la région andine et amazonienne, ce groupe hétérogène représente une proportion très importante des agriculteurs familiaux. Et il est très probable qu'il s'agisse d'un groupe beaucoup plus important que celui des agriculteurs biologiques certifiés. Cela souligne le grand potentiel de transformation agroécologique de nombreux territoires ruraux andins et amazoniens, et la grande opportunité pour les États d'investir dans ce domaine.



Les multiples processus liés aux transitions agroécologiques nécessitent une mesure ou une évaluation périodique, basée sur un certain cadre méthodologique, afin d'affirmer la fin des transitions et les résultats obtenus dans les parcelles et les systèmes agroécologiques. En ce sens, les processus et les variables des transitions agroécologiques sont désormais mesurés à l'aide d'instruments partiellement normalisés tels que TAPE<sup>14</sup>, RHoMIS<sup>15</sup> et d'autres. Et l'un des enjeux de l'utilisation de ces outils est qu'ils permettent de mieux comprendre le fonctionnement des processus complexes en jeu dans chaque situation particulière, afin de faciliter la prise de décision et l'amélioration des systèmes, tout en restant fonctionnels et utiles pour les besoins et les attentes des agriculteurs familiaux.

---

<sup>14</sup> <https://www.fao.org/agroecology/tools-tape/es/>

<sup>15</sup> <https://www.rhomis.org/>



#### 4. Passage à l'échelle de l'agroécologie : un processus multidimensionnel et pluriel

Valdivia-Díaz, M & Le Coq, JF (2021)<sup>16</sup>, s'appuyant sur Mier et Terán Giménez Cacho (2018), définissent le passage à l'échelle agroécologique comme "un processus qui conduit à étendre le nombre de familles adoptant des pratiques sur des territoires de plus en plus vastes et qui implique davantage de personnes dans la transformation, la distribution et la consommation d'aliments issus de l'agroécologie", parmi d'autres approches.

Dans ces conditions, nous nous demandons si la transition agroécologique doit être achevée avant le passage à l'échelle de l'expérience ou non. A priori, nous estimons que dans des conditions idéales, cela devrait être le cas, c'est-à-dire pour établir une condition de base stratégique afin d'améliorer la possibilité d'étendre l'expérience à un plus grand nombre de parcelles d'agriculteurs sur leurs terres, territoires, communautés et bassins hydrographiques, sur la base d'expériences réussies. Cependant, il est vrai que ce n'est pas toujours le cas dans des contextes territoriaux différents et lorsque des stratégies différentes et des facteurs internes et/ou externes peuvent induire des cycles de transition et de mise à l'échelle simultanément, en combinaison ou en décalage dans le temps pour diverses raisons.

Dans ces cas, le type d'implication et de résilience - individuelle et collective - des agriculteurs en réponse à ces processus et dynamiques locaux peut faire la différence. Par exemple, une famille d'agriculteurs en transition inspire souvent d'autres personnes qui l'observent ou la visitent, et peut être motivée pour faire avancer son propre processus de transition en recevant des idées et en échangeant des expériences avec les visiteurs. Par conséquent, "le passage à l'échelle de l'agroécologie n'implique pas une transition, mais plusieurs transitions simultanées, à différentes

<sup>16</sup> "Hacia una hoja de ruta para el escalamiento de la Agroecología en Perú: un análisis de las políticas, programas y factores limitantes actuales". Programa de investigación del CGIAR en Cambio Climático, Agricultura y Seguridad Alimentaria (CCAFS) y Centro Internacional de Agricultura Tropical – CIAT, ahora parte de la Alianza Bioersity-CIAT. <https://hdl.handle.net/10568/116251>



échelles, niveaux et dimensions : sociale, biologique, économique, culturelle, institutionnelle et politique" (Valdivia-Díaz et Le Coq, 2022)<sup>17</sup>. Lors d'une expérience précédente dans les Andes péruviennes d'Ancash<sup>18</sup>, nous avons réfléchi à le passage à l'échelle horizontale des innovations paysannes, en particulier des innovations agroécologiques, en analysant que cela peut créer une émulation qui se répercute sur l'innovateur ; à cette occasion, nous avons également soulevé certains facteurs qui influencent le passage à l'échelle, tels que le coût et la simplicité de la technologie, la volonté de l'innovateur de diffuser, le rôle des autorités et d'autres acteurs locaux pour accompagner le processus, et d'autres encore.

Le passage à l'échelle, quant à elle, comporte différentes dimensions, approches et processus. Moore, M., Riddell, D., & Vocisano, D. (2015)<sup>19</sup>, dans leur étude sur les stratégies de mise à l'échelle et d'ONG visant à promouvoir l'innovation sociale systémique, indiquent "que le processus de mise à l'échelle des innovations sociales pour obtenir des impacts systémiques implique trois types de mise à l'échelle : horizontale, verticale et profonde. L'échelle verticale se réfère à l'impact sur les institutions au niveau des politiques, des normes et des lois ; l'échelle horizontale se rapporte à l'impact, à la reproduction et à l'extension (échelle géographique) à un plus grand nombre de personnes ou de communautés ; et l'échelle profonde se rapporte à l'impact sur les racines culturelles : changement des relations, des valeurs culturelles et des croyances, des esprits et des cœurs. Leur étude s'est appuyée sur les travaux antérieurs de Westley et al. (2014), qui ont différencié deux types de mise à l'échelle dans les cas d'innovation sociale : le passage à l'échelle vers le haut et le passage à l'échelle vers le bas, et ont ajouté un nouveau concept de mise à l'échelle en profondeur. Enfin, l'une des conclusions les plus intéressantes est la suivante : "Bien que différentes stratégies puissent être utilisées pour le passage à l'échelle, la réduction ou l'approfondissement, il n'y a pas de formule pour leur combinaison précise. Une conclusion importante est que les trois types de mise à l'échelle et leurs stratégies peuvent interagir de manière puissante pour faire avancer les objectifs du changement systémique."

Sur ce point, Valdivia-Díaz, M & Le Coq, JF (2021), dans leur proposition de feuille de route pour le passage à l'échelle agroécologique au Pérou, indiquent que, bien que pour Rosset et Altieri (2017) le passage à l'échelle combine des processus verticaux (mise à l'échelle) et horizontaux (mise à l'échelle), dans leur étude, ils se concentrent sur les processus verticaux qui affectent les dimensions institutionnelles et politiques en tant que facilitateurs de le passage à l'échelle agroécologique<sup>20</sup> : "La façon dont les politiques mises en œuvre ont un effet positif ou négatif, direct ou indirect, sur l'intensification au niveau macro et microéconomique." Ils présentent des informations systématisées avec quelques avancées intéressantes en termes de normes, d'instruments et de programmes qui, selon leur analyse, peuvent être améliorés dans des secteurs clés tels que le MIDAGRI (AgroRural), le MINAM (ReSCA et SIPAM), le MIDIS (Haku Wiñay, Qali Warma) et aux niveaux infranational et municipal du gouvernement. En outre, les principales conclusions sont les suivantes : "Malgré les facteurs limitants liés à l'environnement politico-institutionnel, le Pérou est parvenu à institutionnaliser l'agroécologie dans les politiques publiques d'ici à 2021...". Bien qu'ils développent des arguments raisonnables sur ce point, il nous semble discutable. Nous avons souligné

---

<sup>17</sup> Cita en base a Parmentier (2014), Nicholls & Altieri (2018), Tittone (2019), citados por Merelyn Valdivia-Díaz, Jean François Le Coq (Alianza CIAT-Biodiversity) en "Propuesta de hoja de ruta para el escalamiento de la Agroecología en Perú. Desde un análisis de las políticas, programas y factores limitantes actuales", Info Note, (enero 2022), pág. 1. [https://www.researchgate.net/profile/Merelyn-Valdivia-Diaz/publication/359769113\\_Propuesta\\_de\\_hoja\\_de\\_ruta\\_para\\_el\\_escalamiento\\_de\\_la\\_Agroecologia\\_en\\_Peru/links/624dade14f88c3119ce3059e/Propuesta-de-hoja-de-ruta-para-el-escalamiento-de-la-Agroecologia-en-Peru.pdf](https://www.researchgate.net/profile/Merelyn-Valdivia-Diaz/publication/359769113_Propuesta_de_hoja_de_ruta_para_el_escalamiento_de_la_Agroecologia_en_Peru/links/624dade14f88c3119ce3059e/Propuesta-de-hoja-de-ruta-para-el-escalamiento-de-la-Agroecologia-en-Peru.pdf)

<sup>18</sup> Capoen E, Gomero L., Quispe F. *Escalamiento de innovaciones campesinas de tecnologías agroecológicas para el fomento de la agricultura sostenible: el caso del programa Tierra Sana y Soberana en Ancash, Perú*. In: Paz A, Paz M, Asencio R. Escalando innovaciones rurales. Lima: Instituto de Estudios Peruanos, 149-165.

<sup>19</sup> Michele-Lee Moore, University of Victoria, Canadá; Darcy Riddell, Waterloo Institute for Social Innovation and Resilience, Canadá; Dana Vocisano, Concordia University, Canadá. The Journal of Corporate Citizenship 58, 2015 DOI: [10.9774/GLEAF.4700.2015. ju.00009] Obtenido en [//www.researchgate.net/publication/298971574](https://www.researchgate.net/publication/298971574), Traducido para la 17ma Reunión de Comunidad de Práctica Andes, Fundación McKnight.

<sup>20</sup> En la descripción del estudio refieren que Perú ha logrado políticas públicas para la implementación de la agroecología con el PLANAE 2021-2030 y una Dirección General de Desarrollo Agrícola y Agroecología como parte de la reorganización del MIDAGRI; y que en cuanto a normativa hay 8 instrumentos de marcos políticos que pueden ser potenciados a través de 7 instrumentos programáticos en el MIDAGRI (Agrorural), MINAM (ReSCa, SIPAM), MIDIS (Haku Wiñay, Qali Warma) y a nivel de municipios.

au début de cet article que ces instruments ou mécanismes publics - qui sont importants - doivent être soutenus, intégrés et approfondis avec des ressources et une volonté politique suffisantes pour supposer - en fait - que l'agroécologie a été institutionnalisée dans la politique publique nationale et donc qu'elle est fonctionnelle au besoin stratégique de changer le modèle agricole conventionnel. Malheureusement, ce n'est pas le cas. En outre, l'instabilité et l'incertitude politiques, la forte rotation des fonctionnaires et la faiblesse accentuée des institutions, comme dans le cas du MIDAGRI et d'autres secteurs, ne permettent pas d'y parvenir pour l'instant. D'autre part, nous réfléchissons également au contexte du développement agricole et des politiques publiques en Bolivie, dont certaines sont avancées, il est vrai, et la question se pose de savoir si l'échelonnement vertical est suffisant pour affirmer que l'agroécologie a été institutionnalisée au niveau national.

Au vu de ce qui précède, nous comprenons que la massification de l'agroécologie nécessite une sorte de combinaison intelligente de différents instruments, approches et stratégies de plaidoyer, ainsi qu'une mobilisation active et organisée des agriculteurs, des syndicats et d'autres acteurs de la société civile. Il est intéressant de tirer parti des mécanismes existants qui, bien que favorables, ne sont pas appliqués ou ne le sont qu'à moitié, ou peuvent peut-être être améliorés, plutôt que de penser à promouvoir d'autres initiatives. Cela peut varier, mais les initiatives et les processus à court, moyen et long terme seront développés par des actions à court, moyen et long terme.

Il n'existe pas de formules, de méthodes préétablies ou standard pour conduire les processus de mise à l'échelle de l'agroécologie, car ils impliquent de multiples dimensions, approches et stratégies, ainsi que des obstacles et des tensions au sein de systèmes alimentaires spécifiques, qui simultanément et en synergie peuvent ou non contribuer à stimuler la massification de l'agroécologie au fil du temps. La manière de concevoir et d'appliquer des stratégies et des tactiques spécifiques de mise à l'échelle de manière successive, simultanée ou asynchrone dépendra de la connaissance du contexte territorial de l'expérience et de l'état de l'art en matière de gestion des facteurs conditionnant la transition agroécologique, en tant qu'étape préalable ou séquentielle, ainsi que du protagonisme et du leadership des agriculteurs organisés au cours du processus et par la suite. Dans ce sens, nous devons également considérer le caractère collectif et pluriel des différents processus avec la participation visible des femmes leaders, à travers diverses formes d'organisation - traditionnelles ou nouvelles - qui sont dynamiques et inclusives, renforçant leur rôle et leur contribution dans les territoires. Bien que nous n'ayons pas développé ce point, nous considérons qu'il est pertinent d'analyser et de dimensionner le rôle et la contribution des agricultrices dans les processus de transition et de mise à l'échelle de l'agroécologie. En effet, la féminisation des activités agricoles implique une approche nouvelle et réaliste.



## 5. Transition et passage à l'échelle : répétition de quelques motivations, obstacles et leviers possibles

Dans une étude collaborative que nous avons menée dans trois territoires andins du Pérou, caractérisés par une agriculture orientée vers l'autoconsommation et les marchés locaux<sup>21</sup>, nous avons observé que les familles paysannes, qu'elles aient ou non entamé un processus de transition vers l'agroécologie, ont tendance à lui attribuer plusieurs avantages.

Elles attribuent plusieurs avantages à l'agroécologie, par exemple : la réduction du coût des intrants externes - un élément encore plus important dans le contexte actuel de crise climatique et d'urgence agricole -, le respect de l'environnement, la revalorisation des pratiques traditionnelles, en les complétant ou en les améliorant par des pratiques innovantes, l'allongement de la durée de conservation des cultures, etc. Cependant, soucieux de leur propre santé, le plus grand bénéfice que les agriculteurs lui attribuent est l'autoconsommation d'aliments sains. En écho à ce dernier point, l'étude a révélé que les agriculteurs les plus avancés en matière d'agroécologie ont tendance à avoir une meilleure perception de la sécurité et de l'autosuffisance alimentaires.



D'autre part, dans le cadre de la même étude, les agriculteurs ont mentionné qu'ils rencontraient plusieurs difficultés dans leur transition agroécologique. D'une part, ils ont signalé une plus grande difficulté à contrôler les ravageurs, les maladies ou les mauvaises herbes : beaucoup se sentent désarmés et, comme nous l'avons déjà vu, finissent par utiliser des pesticides de synthèse (accessibles et promus) lorsqu'ils le jugent indispensable (ou inévitable). D'autre part, l'agroécologie tend à exiger plus de temps de travail - bien que cela soit variable, car nous avons rapporté des cas où la différence est très faible - et plus de temps sur l'exploitation tout au long de l'année (échelonnement et diversification des semis, élevage, gestion préventive, etc.), ce qui peut certainement jouer contre le contexte de disponibilité limitée de la main-d'œuvre et l'existence d'autres opportunités de travail sporadiques et discontinues qui se présentent. Enfin, la quasi-absence de différenciation des prix entre agriculteurs biologiques et conventionnels sur les marchés locaux peut transformer ce qui est initialement une motivation pour la transition (l'espoir d'obtenir un meilleur prix) en une raison d'abandonner le processus.

---

<sup>21</sup> Estudio "IMPAC" - Análisis comparativo de impactos ambientales, socioculturales y económicos de dos sistemas de producción (agroecológicos y convencionales) en condiciones de agricultura familiar andina de Perú. Liderado por Eclósio en colaboración con ULiège, UNALM, UNSAAC, PUCP, UCSur, UNHEVAL, UCLouvain, Islas de Paz, SOS Faim, CAP, DIACONIA, Arariwa, ARES y Cooperación Belga al desarrollo. 2018-2019.



Si l'on compare ces avantages et ces obstacles à la transition et à l'extension de l'agroécologie, on comprend pourquoi un grand nombre d'agriculteurs familiaux andins impliqués dans l'étude ne parviennent pas à produire de manière agroécologique sur l'ensemble de leur exploitation et décident de ne le faire que partiellement dans la production pour l'autoconsommation, en optant pour des formes variées - entre l'agriculture à faibles intrants externes et l'agriculture conventionnelle - dans la production commerciale.



Un sujet qui revient toujours dans le débat, bien qu'il s'agisse d'une approche sans vision holistique, concerne les rendements de production. La croyance dominante est que les rendements et les bénéfices sont plus faibles en agroécologie. Cette idée n'est cependant pas toujours vérifiée pour diverses raisons. À Huánuco (Pérou), par exemple, nous avons documenté une étude de cas dans la production de pommes de terre<sup>ibid</sup> qui a montré des rendements plus faibles, mais des revenus nets plus élevés, grâce à la réduction des coûts des intrants.



D'autre part, dans un contexte territorial très différent, comme la région des Yungas en Bolivie, où nous avons participé à une autre étude collaborative dans une zone de cultures comme le cacao<sup>22</sup>, nous avons observé que les agriculteurs agroécologiques avec des systèmes agroforestiers plus diversifiés ont tendance à obtenir de meilleurs rendements et revenus nets du cacao, bien qu'il y ait des facteurs qui influencent en faveur ou contre, selon le cas : tels que l'associativité, l'accès à la formation et les incitations du marché. Bien qu'il y ait des facteurs qui influencent en faveur ou contre, selon le cas, tels que l'associativité, l'accès à la formation ou les incitations du marché, les systèmes de cacaoculture ont tendance à obtenir de meilleurs rendements et revenus nets. Cependant, presque tout le monde s'accorde à dire que la période initiale de transition elle-même est une difficulté ; commencer la transition dans des écosystèmes et des sols appauvris par des années de gestion conventionnelle conduit souvent temporairement à une baisse des rendements incompatible avec l'économie des familles d'agriculteurs en situation d'insécurité alimentaire. Le coût de la transition peut être très élevé pour la famille d'agriculteurs, compte tenu de leur économie à petite échelle et de leur logique d'aversion au risque, de leur faible capacité à absorber les pertes, de l'extrême variabilité du climat, de leur articulation inégale avec le marché, de leurs besoins immédiats et d'autres facteurs qui les poussent à renoncer à la transition en fin de compte.



Pour surmonter les obstacles techniques et productifs (ravageurs, fertilisation, érosion, etc.), il est nécessaire de donner une plus grande impulsion à la recherche agroécologique et à la "vulgarisation" du monde universitaire et de l'État de manière collaborative, en exigeant leur capacité d'autocritique pour déconstruire l'approche eurocentrique (décoloniser la pensée occidentale), afin de coconstruire la connaissance à partir d'une nouvelle perspective basée sur un dialogue horizontal de la connaissance entre les agriculteurs, les vulgarisateurs et les universitaires. En raison de la complexité des multiples facteurs impliqués dans la gestion des cultures dans les parcelles et les écosystèmes,

---

<sup>22</sup> Estudio "SAF" – Análisis de sistemas agroforestales en la producción agroecológica de café y cacao: sus aportes en predios de agricultores familiares en zonas tropicales de Bolivia. Liderado por UCLouvain y SOS Faim, en colaboración con Eclósio, AOEPEB, ARES y Cooperación Belga al desarrollo. 2019-2021.

toutes les réponses aux problèmes identifiés ne sont pas toujours disponibles, en particulier s'il existe un certain degré de dégradation environnementale antérieure ou actuelle. Cela devrait impliquer une recherche collaborative dans ces agroécosystèmes. Les agronomes peuvent - ou devraient - apprendre beaucoup des expériences et des méthodes de la recherche-action participative et des sciences sociales, et dépasser la vision linéaire des chaînes de production. Cela implique également un changement dans les programmes de formation professionnelle de base et avancée, non seulement au niveau technique, mais aussi au niveau pédagogique.

Le manque de disponibilité de la main-d'œuvre et la nécessité pour les agriculteurs familiaux de rester dans les champs pendant de longues périodes de l'année. Nous avons dit qu'il s'agissait d'obstacles à la transition et à le passage à l'échelle d'après les cas étudiés dans les zones andines du Pérou et de la Bolivie, bien que dans des contextes socio-territoriaux très différents, depuis les Yungas où l'on cultive le café et le cacao jusqu'au quinero de l'altiplano méridional. En raison des migrations et d'autres facteurs, on observe que les agriculteurs vivent de manière saisonnière dans les villes parce qu'ils combinent des activités agricoles et non agricoles, ce qui réduit inévitablement le temps qu'ils peuvent consacrer aux travaux agricoles. Cela peut constituer un obstacle majeur pour une partie de la population rurale qui a fait de la pluriactivité - avec d'éventuels séjours prolongés en dehors de la communauté - une stratégie pour gérer les risques et profiter des opportunités (Schadeck, 2019<sup>23</sup>). En outre, nous supposons la survie de la famille.



Existe-t-il deux profils de familles d'agriculteurs et de paysans dans leur propension à la transition agroécologique : ceux qui migrent temporairement et ceux qui se consacrent principalement à leur exploitation et s'y engagent sur le long terme ? Cette hypothèse pourrait être intéressante à approfondir, car elle pourrait fournir des données utiles pour la conception de politiques publiques adaptées aux nouveaux contextes et aux dynamiques territoriales. Suite à cette réflexion, il convient de prendre en compte la complexité, l'évolution constante et la croissance des dynamiques socio-territoriales et de la mobilité rurale qui, pour autant que nous le sachions, signifie d'une part des menaces (exode rural), mais d'autre part - du point de vue des jeunes - elle pourrait également être synonyme de nouvelles opportunités : Des jeunes hommes et femmes dynamiques, avec des idées novatrices et à travers leurs hauts et leurs bas, peuvent-ils devenir un secteur clé pour renforcer les liens commerciaux et sociaux entre les zones rurales et urbaines, rapprocher les producteurs et les

---

<sup>23</sup> Schadeck, R. 2019. Qu'est-ce que l'agroécologie dans les Andes péruviennes ? Le cas d'Aija. Mémoire de master en Sciences de la Population et du Développement. — Louvain-la-Neuve, Université Catholique de Louvain. Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication. Ecole des sciences politiques et sociales. 95 pp.

consommateurs, maintenir un lien générationnel autour de l'agriculture familiale, influencer la perception d'une nouvelle ruralité par les jeunes locaux et contribuer aux transitions et à le passage à l'échelle de l'agroécologie ?



Il est indéniable que la demande et le marché influencent également la transition et le passage à l'échelle. Dans l'étude susmentionnée menée dans la zone de culture du cacao en Bolivie, il a été constaté que ceux qui appliquent davantage de pratiques agroécologiques dans la gestion du cacao ne se distinguent pas nécessairement de la même manière dans leurs autres cultures. Cela s'explique probablement par le fait que le processus de certification biologique et de commercialisation - à l'extérieur du pays et à un meilleur prix - ne concerne que le cacao et non les autres cultures. Les pratiques de gestion du cacao ne se distinguent pas nécessairement de la même manière dans leurs autres cultures.

Nous avons également souligné que, tant en Bolivie qu'au Pérou, l'appréciation et la demande de produits agroécologiques par les consommateurs nationaux et locaux augmentent mais ne sont pas encore massives (plus différenciées entre les consommateurs urbains et ruraux). Le discours sur le prix supplémentaire (plus) ou le prix équitable s'est aggravé pendant la période de crise (il reste incompréhensible pour de nombreux consommateurs). Dans certains cas, il y a même une sous-évaluation du produit biologique par les consommateurs en raison de l'aspect visuel moins standardisé (taille, forme, couleur, etc.). De même, la nécessité ou la stratégie de différenciation des prix des produits biologiques s'explique par les coûts qu'implique la transition vers l'agriculture biologique pour les agriculteurs familiaux, en plus des coûts d'accréditation de leurs produits qu'ils doivent payer, mais si le prix de ces produits n'est pas à la portée de la majorité, il n'y aura guère d'augmentation de la demande et d'accès inclusif et durable à des aliments sains pour la population de différents secteurs sociaux. Dans un tel scénario, la croissance de la consommation continuera à être segmentée et/ou ralentie tant qu'il n'y aura pas de politiques et de programmes de soutien et d'incitations financières pour la massification de la production agroécologique.

Pour poursuivre le passage à l'échelle verticale, une piste d'action serait, par exemple, d'accorder des mécanismes d'incitation publique aux agriculteurs familiaux agroécologiques, temporairement pendant la période de transition ou selon des critères de priorité stratégique. C'est ce que font par exemple des pays comme les États-Unis ou l'Union européenne. En d'autres termes, ils accordent des subventions et protègent leurs agriculteurs, alors que dans des pays comme le Pérou et la Bolivie, le terme "subvention" semble tabou. Au cours des dernières décennies, différents gouvernements ont appliqué divers mécanismes d'incitation de manière préférentielle au développement de l'agriculture industrielle destinée à l'exportation, par le biais d'exonérations fiscales, de lois et de règlements ad hoc, d'une plus grande infrastructure de production, de routes, etc. Cela se produit dans la zone côtière du Pérou et dans la zone amazonienne de la Bolivie, favorisant les consortiums et les groupes économiques puissants. Dans tous les cas, diverses options pourraient être analysées : subventions pour le prix de vente des produits biologiques ou espaces de commercialisation différenciés, formation et vulgarisation, incitations à respecter certaines normes de production biologique, etc.

Par exemple, dans le cas du Pérou, la loi n° 30215 sur la rétribution des services écosystémiques ou la loi n° 31071 sur l'achat par l'État d'aliments issus de l'agriculture familiale, parmi d'autres déjà

mentionnées ; de même, dans le cas de la Bolivie, la loi n° 144 sur la révolution productive des communautés agricoles, en plus d'autres réglementations déjà mentionnées (dans les deux pays, il existe des lois promouvant la production biologique ou écologique). D'autre part, le financement de ces mécanismes dans les pays à faible base fiscale devrait impliquer une diminution du soutien au secteur conventionnel et agro-industriel, et il serait même plus juste de faire payer à ce secteur les coûts environnementaux dérivés de son approche productiviste. Par conséquent, la question de la responsabilité sociale et environnementale est également essentielle, parmi d'autres aspects.

## **6. Quelques réflexions finales et hésitations supplémentaires**

Le scénario complexe des transitions et de le passage à l'échelle de l'agroécologie dans différents territoires et paysages, avec de multiples acteurs et des contextes spécifiques, impliquera toujours une dynamique de mobilité sociale continue et un processus complexe d'interaction et de contradiction constantes qui doivent être analysées et gérées dans toutes leurs dimensions et portées possibles : techniques, géographiques, culturelles, politiques, éthiques. Il s'agira également de connaître les multiples dynamiques territoriales et les réseaux et échanges économiques et sociaux à différentes échelles de production et au niveau des systèmes alimentaires familiaux, ainsi que la durabilité de la gestion des écosystèmes, des ressources naturelles et de l'environnement et les organisations et institutions qui les soutiennent.

Les expériences de promotion agroécologique et les projets de développement dans différentes régions des pays andins tels que le Pérou et la Bolivie sont principalement promus par des organisations de producteurs telles que les ONG et certains programmes spéciaux du secteur public, y compris le secteur privé. Cependant, dans de nombreux cas, il s'agit d'interventions à court terme, discontinues et/ou trop localisées pour garantir que les processus complexes de reconversion agroécologique des agriculteurs familiaux et de leurs organisations soient entièrement achevés et consolidés dans un délai raisonnable et qu'ils soient durables.

Les résultats et les progrès des projets agroécologiques se réfèrent principalement à l'introduction de certaines technologies spécifiques dans les parcelles ou les exploitations : production de compost, élevage de vers de terre, biodigesteurs domestiques, utilisation de perturbateurs de phéromones sexuelles, utilisation de pièges à lumière noire, utilisation de micro-organismes de montagne, farine de roche, lisier, systèmes d'irrigation technicisés, agroforesterie, gestion des pâturages, systèmes d'élevage, etc., il s'agit de technologies qui font partie de la proposition dans un contexte de transition, mais qui doivent être orientées non seulement dans un sens technique strict mais aussi dans un sens social pour la gestion des agroécosystèmes dans des contextes territoriaux larges, impliquant donc des processus plus longs. Certains de ces projets ont pris en compte la composante sociale de manière plus ou moins significative, mais il est vrai qu'elle devrait être considérée de manière plus systématique. Ainsi, l'intemporalité est une contrainte importante à prendre en compte dans les processus de transition et de mise à l'échelle. A cet égard, nous avons souligné qu'il existe de multiples facteurs déterminants qui peuvent les affecter et qui nécessitent donc des mécanismes de suivi et d'appui et des incitations aux niveaux technique, social, culturel, politique, institutionnel et financier pour faciliter leur massification.

Bien que les mouvements péruviens et boliviens en faveur de l'agroécologie aient réalisé des progrès significatifs au cours des dernières décennies, avec une dynamique et une évolution accentuées en fonction des particularités de chaque pays, nous constatons que ces processus émergents sont encore dispersés et pas toujours articulés. D'où l'impératif de systématiser, de renforcer et d'unir les différentes expériences et processus générés à différents moments par les agriculteurs et les syndicats, les organisations sociales et les acteurs alliés tels que les ONG, les réseaux et les collectifs de la société civile opérant dans les différentes régions de chaque pays. Il s'agit peut-être d'un défi majeur qui impliquera un effort de détachement et de solidarité dans l'action commune pour toutes les personnes impliquées qui, d'une manière ou d'une autre, promeuvent des alternatives durables au statu quo. Il ne s'agit certainement pas seulement d'augmenter les bonnes pratiques et la surface de production agroécologique tout en renforçant les systèmes alimentaires locaux, mais aussi de



réorienter la direction stratégique du développement agricole dans chaque pays sur la base d'un nouveau modèle de vie et de développement durable avec la sécurité et la souveraineté alimentaires.

Il s'agit en effet d'un changement de modèle. Il ne s'agit pas d'une mode que certains secteurs remettent en question ou tentent de coopter avec un discours soi-disant "vert", en remplaçant certains produits agrochimiques et en prétendant être respectueux de l'environnement, tout en continuant à considérer l'agriculture comme une entreprise rentable plutôt que comme un mode de vie et une façon de nourrir les gens. C'est pourquoi l'agroécologie remet en question le modèle agroalimentaire industriel et s'oppose donc à la concentration des terres et à la dépossession des territoires des communautés, à la destruction des forêts, aux monopoles dans les chaînes de production<sup>24</sup> et, en général, à l'extractivisme qui aggrave le grave problème du réchauffement de la planète et du changement climatique. Après tout, face à la catastrophe environnementale qui se profile déjà, l'agroécologie, au-delà d'être "une alternative parmi d'autres", ne fait-elle pas partie d'une alternative impérative, "à la vie ou à la mort", pour refroidir notre planète ?

Nous reconnaissons que les politiques publiques sont essentielles pour faciliter les transitions agroécologiques et le passage à l'échelle dans des pays tels que le Pérou et la Bolivie ; cependant, compte tenu de l'instabilité des contextes politiques et institutionnels, nous notons que ces politiques peuvent changer et/ou être interrompues en fonction des personnes qui assument la représentation et le leadership à chaque période d'administration à différents niveaux de gouvernement (national, sous-national, local) afin d'introduire et de soutenir des réformes profondes, dépassant les intérêts et les idéologies particuliers. C'est pourquoi il est nécessaire de continuer à soutenir la construction et la cohésion de processus participatifs ascendants larges et inclusifs dans les différentes localités et régions de chaque pays. Dans cette mesure, être capable de gérer et d'influencer les processus de transition avec des approches agroécologiques et des stratégies de mise à l'échelle est un élément clé du processus.

En ce qui concerne les mécanismes institutionnels existants qui peuvent et doivent contribuer à la massification de l'agroécologie, il est essentiel de maintenir une forte volonté politique et institutionnelle dans la démocratie. Par conséquent, compte tenu de la contribution mondiale et nationale indéniable de l'agriculture familiale et de l'agroécologie à la protection des ressources naturelles et à la fourniture de services environnementaux, à la sécurité et à la souveraineté alimentaires, et face à la crise environnementale et climatique qui est déjà en cours. Au-delà des objectifs de développement durable 20-30, nous nous demandons qui fournira ces services dans vingt ou cinquante ans si les États n'assument pas leur rôle et leur responsabilité en offrant des opportunités et des conditions permettant aux familles d'agriculteurs, aux communautés et aux peuples autochtones, en particulier aux jeunes, qui souhaitent rester dans leurs territoires ruraux, d'y voir une véritable alternative de vie et de le faire d'une manière digne. Il est donc paradoxal que nous nous trouvions dans la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale (2019-2028) et que les États ne fassent pas de progrès cohérents et soutenus dans l'articulation des politiques et des instruments pour une gestion globale et inclusive de la stratégie nationale pour l'alimentation et l'agriculture durable.

Enfin, malgré le contexte pandémique et les différentes crises que nous connaissons aujourd'hui, la croissance du marché alimentaire mondial et en particulier de l'alimentation biologique est une réalité, impliquant des entreprises très rentables qui sont un facteur déterminant pour progresser davantage dans la massification de l'agroécologie et l'alimentation saine de la population. Par conséquent, pour des pays mégadivers tels que le Pérou et la Bolivie, avec leurs énormes avantages comparatifs, il est important de systématiser et d'analyser la demande, l'offre et les chaînes commerciales de production, l'accès, les prix et les revenus différenciés, les ressources et le financement. Il est particulièrement important d'analyser le comportement du marché intérieur et

---

<sup>24</sup> <https://www.biodiversidadla.org/Agencia-de-Noticias-Biodiversidadla/Que-agroecologia-necesitamos>

extérieur, ainsi que ses implications et ses défis face à l'insécurité alimentaire que nous connaissons aujourd'hui au niveau mondial et national, à l'accroissement des inégalités et de la pauvreté qui affecte les droits fondamentaux et menace le développement des populations nationales, en particulier les plus vulnérables vivant dans les zones rurales et les périphéries urbaines.

